La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1202 - novembre 2018

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Le nez dans l'assiette

GUY GOURÉVITCH *ne voit que deux issues possibles à la situation catastrophique constatée : soit une expérience heureuse naîtra localement, puis fera tache d'huile, soit de terribles événements mettront l'humanité "le nez dans l'assiette" et déboucheront sur une terrible société de rationnement sous surveillance…*

page 4 Vite, un psy !

FRANÇOIS CHATEL *rebondit par quelques remarques optimistes sur la possibilité que les dégradations entrainent de nombreuses thérapies individuelles qui parviendraient à faire chavirer le système.*

page 6 Voies de sortie ?

MARIE-LOUISE DUBOIN *observe les trois voies de sortie qui sont actuellement soutenues : deux vont totalement à l'opposé de la politique menée actuellement, ce sont le développement des cotisations sociales et la gratuité de la plupart des services publics, et la troisième, s'en prendre à la croissance démographique, ne cerne pas le problème.*

• RÉFLEXION

page 8 La responsabilié et le libre arbitre

BERNARD WEILL *s'interroge : comment puis-je être sûr que ce que je fais ne dépend que de moi ? et rappelle l'évolution au cours de l'Histoire des affirmations face à cette question.*

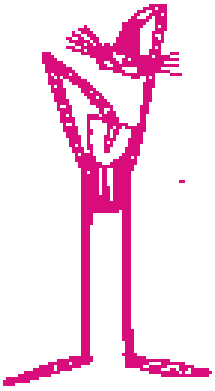
page 10 Libre arbitre ou pas, qu'importe ?

FRANÇOIS CHATEL *réfléchit à ses conséquences sur la prise des décisions dans une véritable démocratie.*

page 13 Tribune libre

Retour du débat sur le rôle des chercheurs scientifiques et sur la grève des cheminots pour défendre le rail.

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047** **eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0420 I 83051



Le nez dans l'assiette

Les analyses sont complètes, les diagnostics indiscutables, les objectifs unanimes.

Les publications quasi quotidiennes des climatologues, des scientifiques, (cf article remarquable, *Le déni souverain*, de Bernard Blavette dans *La Grande Relève* 1201 du mois dernier), des urbanistes et architectes (cf article non moins remarquable *Le rapport Borloo, avancée ou faux espoir ?* de Michel Berger, dans *La Grande Relève* 1199 de juillet dernier), des économistes, dont certains sont atterrés, et même de quelques rares politiques, regorgent d'analyses et d'arguments sur les conséquences néfastes du seul système économique et financier existant. Tous montrent que ce modèle unique et finalement totalitaire, génère des inégalités inimaginables, des gaspillages scandaleux et l'épuisement à court terme des ressources de la planète.

Nous le savons, et nous avons même des solutions !
De l'économie distributive à la sobriété, de la reconception de l'urbanisme et de nos cadres de vie à l'agriculture biologique et non intensive, de la production énergétique et industrielle locale à la consommation auto-suffisante, de l'éducation citoyenne à la monnaie locale et éphémère, en passant par les critères de mesure du «*bonheur intérieur brut*», nous avons une telle richesse d'idées, de voies à expérimenter, de perspectives novatrices et attrayantes … qu'on finit par se demander pourquoi rien ne bouge.

Mais alors, rien.
Les migrants continuent de migrer et de se faire rejeter, des quasi fascistes arrivent au pouvoir en plein milieu de l'Europe, les paradis fiscaux prolifèrent toujours, les banques continuent les bonus, le système financier tourne à plein sur des richesses vides, les fortunes des fortunés continuent de grossir, les facebook persistent à piller les données personnelles, les maniaco-dépressifs de la NSA continuent d'écouter tout ce qui se dit sur la planète, la corruption continue d'empêcher l'aide au développement, et le clown américain va créer, tenez-vous bien, l'armée de d'espace.

Réfléchissons calmement.
Pour aller d'un point A (notre société) à un point B (celle que nous voudrions), il faut juste une route. Si possible une droite, c'est plus court, mais même courbe, cette route nous manque.

Quelques exemples :
Quelle vision de Lourdes ferait que les "GAFA" arrêteraient tout à coup d'accumuler leurs profits aux Iles Caïman ou ailleurs ?
Comment va t'on organiser la régulation de la finance ?
Par quels moyens, et qui, pourrait mettre fin à l'opacité des activités bancaires ?
Qui fera que le fermier du Minnesota va cesser d'acheter un M-16 pour se défendre ?
Qui ira convaincre les djihadistes que «*c'est stupide, les gars*» ?
Qui dira que construire des murs pour se protéger est idiot ?
Comment va-t-on stopper la désertification de l'Amazonie et la poubellisation des océans ? En disant «*ce n'est pas bien, ça*» ?
Quand cessera-t-on de polluer l'atmosphère ? En arrêtant le trafic aérien ?
Qui aura le pouvoir de détruire une bonne fois les armes nucléaires ? (celles qui existent, pas celles qui n'existent pas). Qui le voudrait vraiment et qui commencerait ?

Autre exemple, en citant André Bellon, dans *La Grande Relève* de septembre dernier : «*la reconstruction de l'Europe ne peut se faire qu'avec les peuples concernés. Cela demande de recréer les débats nécessaires, de réaffirmer les peuples dans leur rôle souverain, et de réengager le dialogue entre leurs représentants*».
On ne peut être que d'accord, mais qui organisera les débats, qui réaffirmera la souveraineté des peuples ?
Macron ?
Merkel ?
L'inénarrable Junker ?
Le Parlement de Strasbourg peut-être ?

Nous aimerions tant passer du «*il faut*» au «*comment* nous allons faire».

Un autre monde est possible, il est même hautement souhaitable si nous voulons éviter le mur. Mais faut-il l'attendre ou l'imposer ?
Faut-il convaincre ou se soulever ?
Comment pourrions-nous passer de notre société à une autre ?
Vieux débat, dira-t-on, entre réforme et révolution. Permettez-moi d'en douter. Car nous ne sommes ni au début du vingtième siècle, ni au lendemain de la guerre, nous ne sommes plus au temps où on le prenait pour réfléchir et pour débattre. Nous n'avons plus le loisir de regarder les leçons de l'Histoire, car ce monde est inédit : il est organisé par un système unique et insoutenable *à court terme* ; non seulement nous cherchons en vain la route pour en sortir, mais nous sommes chronométrés pour la trouver.
Comme le dit Hubert Védrine, nous manipulons des bombes autrement plus dangereuses que la bombe à hydrogène : la bombe écologique et la bombe démographique. Nous sommes assis dessus (dans tous les sens du terme), et nous avons trente à quarante ans de compte à rebours devant nous, grand maximum.

Alors, essayons.
Partons donc du point A : notre société de marché est remarquablement construite ; elle n'a plus rien à voir avec les fabriques de la révolution industrielle, ni même avec les systèmes keynésiens occidentaux de la deuxième moitié du vingtième siècle.

Elle combine productivité et communication, dans un cycle complet ; et elle est universelle.

Non seulement elle propose aux gens ce qu'ils veulent, mais elle le leur indique ; c'est l'indispensable captation des données. Elle les convainc que ce qu'ils veulent leur est nécessaire, pour leur bien, pour leur vie ; c'est le rôle fondamental de la publicité.
Il faut aussi leur fournir les moyens d'acquérir ce qu'ils veulent ; c'est le rôle du crédit, dont on camoufle le véritable taux, surtout celui à la consommation.
Il faut enfin les inciter à renouveler ce qu'ils ont, pour ne jamais arrêter le cycle ; ce sont l'obsolescence programmée, la mode, «*l'innovation*» perpétuelle.
Enfin, pour que les marges soient maximales, il faut produire à coût le plus bas possible ; c'est la recherche de la productivité, de l'automatisation, comme celle des zones à coût de main d'œuvre réduit.

La boucle est bouclée : on fabrique à coût minimum des produits dont on avait au préalable préparé le marché. C'est imparable. Mais insuffisant : pour perdurer, il faut une base idéologique. On accompagne donc ce système d'une échelle de valeurs : la Liberté (de choix, d'entreprendre), la Responsabilité (envers la société, la famille, soi-même), l'Émancipation des individus par «*la gagne et la débrouillardise*» individuelle ; et on rassemble ces "valeurs" sous le vocable de "démocratie", ainsi complètement dépouillé de son acception originelle.

La recette est aussi sophistiquée qu'efficace — enfin, efficace pour leurs promoteurs.
Alors quoi faire ?

Un soulèvement des peuples ?
Impensable aujourd'hui dans les pays développés. Les systèmes de verrouillage et d'alerte tant médiatiques que policiers sont tels que les mouvements populaires ne peuvent que se limiter à des manifestations sur des réformes sectorielles — dont d'ailleurs personne ne tient compte (SNCF) — et, de toute manière, jamais sur la remise en cause des bases organisationnelles de la société, car notre idéologie le dit : «*c'est ça ou le stalinisme*» !

Peut-être dans les pays plus pauvres, alors ? Comme on l'a toujours vu, ces soulèvements sont soit réprimés dans le sang par les potentats locaux, soit tournent à la guerre civile, dont d'ailleurs personne ne tient compte (voir paragraphe précédent), soit même continuent indéfiniment parce qu'il y a simplement un intérêt économique ou militaire à continuer (Syrie, Palestine, Moyen-Orient, Afrique…).

Et de toute manière, que veulent les peuples qui se soulèvent ? Simplement accéder à la société de marché, qui est là, devant leur yeux, brillante comme une vitrine de Noël. C'est un rêve, un horizon partagé par les plus démunis, et pourtant nous savons qu'il est mortifère, qu'il n'est plus supportable par la planète.

Des décennies d'école de la République — la vraie s'entend — seraient nécessaires pour changer d'abord le système de valeurs, et ensuite seulement l'organisation de la société en visant deux, voire trois générations à l'avance. C'est la seule route paraissant à peu près sérieuse, mais elle est longue et probablement incompatible avec l'échelle de temps dont nous disposons.
Et encore : qui, soudain, enseignerait le partage, la coopération, la mise en commun, la sobriété, la culture, alors que tout converge, même l'école laïque (je n'ose pas parler de la privée), vers la formation exclusive aux compétences demandées par le marché. Et quels parents, dont les enfants ont le privilège d'aller à l'école, admettraient que leurs rejetons ne

soient pas convenablement, *et avant tout*, préparés "à la vie active" ?
J'aimerais tant croire au passage par une grande thérapie "psy", ou à l'inspiration qu'on aurait des quelques chasseurs-cueilleurs restant sur cette terre. Mais tout ceci ne me semble franchement pas crédible dans ce contexte.
Au risque de paraître pessimiste, je vois deux solutions et j'espère me tromper.
Soit une expérience originale naîtra dans un pays ou une zone donnée, à l'occasion de circonstances exceptionnelles, et on espère qu'elle fera tâche d'huile. Telle que le fut en son temps l'extraordinaire expérimentation de la société anarchiste-libertaire des républicains espagnols, avant le début de la guerre civile ; mais on se souvient par quelle haine elle fut éradiquée.
Soit, plus probablement, une série de catastrophes écologiques ou de guerres pour la possession de denrées devenues rares telles que l'eau potable, ou même des zones simplement habitables, interviendront. Ces évènements terribles mettront possiblement l'humanité «*le nez dans l'assiette*» et déboucheront, mais de façon imposée et dure, sur une société de rationnement et de surveillance. Simplement parce qu'il n'y aura aucun autre moyen de survivre.
Tout ceci ne correspondra pas vraiment à ce que nous espérions : ce n'est plus le point B, celui où nous voulions aller — vous vous souvenez, une société respirable — mais une espèce de point Z, abyssal…
Ou alors restons optimistes : les humains étant plus intelligents qu'ils paraissent, réagiront par eux-mêmes, collectivement, *avant* d'avoir «*le nez dans l'assiette*».
Mais bon, ce serait bien la première fois.

Guy GOUREVITCH.

Des réflexions aussi pertinentes, un tel réquisitoire sur la situation actuelle et cette constatation, somme toute pessimiste, mais non moins réaliste, ne pouvaient que susciter de nombreuses réflexions.
François Chatel, tellement sensible aux problèmes évoqués, n'a pas manqué de rebondir par quelques remarques :

Vite un psy !

En ce qui concerne la phrase finale signifiant l'absence de réaction des humains à leur condition quand justement ils ont «*le nez dans l'assiette*», j'espère qu'elle est heureusement inexacte. Certes, les conditions catastrophiques ne se ressemblent jamais totalement, mais des réactions réussies ont déjà existé et des peuples ont pu sauver leurs situations pourtant mal engagées. Un récit de ces réussites seraient ici bien trop long et fastidieux, c'est pourquoi il est préférable de consulter le livre de Jared Diamond, *Effondrement*, à partir de la page 451.

En ce qui concerne la crédibilité d'une thérapie entreprise par la civilisation occidentale en raison d'une psychose sévère engendrée par un passé de guerres et de recherches névrotiques du pouvoir, voici quelques explications. Imaginons que nous fassions le procès d'un personnage qui camperait cette civilisation occidentale. Multirécidiviste, tueur en série, voleur, pollueur,… la liste est longue, semblable à celle du truand dans le film de Sergio Leone ! Après le passage des nombreux témoins, des plaidoiries du procureur et des avocats, l'accusé est donc jugé coupable pour les faits qui lui sont reprochés. Quelles possibilités existent pour le juriste afin de protéger l'humanité contre cet être destructeur envers ses semblables et son environnement? Que propose la loi dans ce cas?

• **La cabane à perpétuité** : bon, cloisonné sur sa planète minuscule, la sanction lui est déjà appliquée. Mais puisque c'est dans cet espace qu'il exerce ses méfaits, comment protéger ses victimes potentielles?
Une autre solution demande donc à être trouvée.

• **La chaise électrique, l'injection létale ou la guillotine** : au choix, puisque ce fut le cas pour le dernier exécuté ces jours aux États-Unis. Dire qu'on l'a fait attendre 33 ans avant l'exécution ! La vengeance est vraiment un plat qui se mange froid.
Mais en agissant de la sorte, c'est quand même une manière d'abonder dans la mentalité du criminel et de l'imiter. Éthiquement, ce n'est pas satisfaisant, à moins que le législateur se prenne pour Dieu. Et encore, Celui-ci dans son infiniment bonté…etc…
Cherchons autre chose.

• **Les travaux d'utilité publique** : quels travaux seraient suffisants pour dédommager les millions de victimes qu'il porte sur la conscience ? Hercule, Sisyphe et Titan pourraient se voir considérés comme des fainéants en comparaison.

Pour pouvoir appliquer une telle sentence, il serait nécessaire de trouver une équivalence entre, d'un côté, méfaits et malheurs proférés et, de l'autre, la quantité et le niveau de difficulté des travaux de réparation demandés. Le compromis est compliqué à trouver. De plus, le temps presse et lui donner de nouveau des responsabilités en ce qui concerne des réparations envers l'humanité et la nature me paraît prendre un risque trop important compte tenu des «bêtises» antérieures.

•**La psychothérapie** : Il est en effet possible de considérer l'accusé irresponsable de ses actes. Car vraiment, entre nous, il faut être copieusement taré pour être l'auteur de tant de massacres depuis 5.000 ans.
De plus, il faut croire qu'il y a pris goût car le nombre de victimes n'a pas cessé d'augmenter. S'il s'était contenté de faire ses méfaits chez lui, mais non, tous les continents en ont souffert. Guerres, conquêtes, colonisations, esclavages, contaminations conscientes, pollutions mortelles,… bon j'arrête, c'est trop ! Il n'y a qu'un fou pour faire ça !
Et c'est sans parler de ce qu'il a pu faire à la nature. Quel coefficient multiplicateur doit-on employer ?
Au travers de la parole de Valmont, ne l'entendons-nous pas dire: «*Ce n'est pas ma faute! Ce n'est pas ma faute !*» Comment, en effet, ne pas tenir compte de ce manque affligeant de père, dont il a toujours cherché la présence, imaginant son caractère et ses paroles, rêvant sa venue afin de corriger sa conduite, et, conduit par un besoin exacerbé, le sublimant en un trio idéal.
Comment en effet omettre cette mère qu'il appelle Gaïa ou Gê, trop présente, trop pressante, qui sans cesse le persécute, lui inflige les pires misères, sécheresses, inondations, séismes, maladies, auxquelles il lui faut s'adapter. Il étouffe, coincé entre ce Tigre et cet Euphrate, il lui faut de l'espace.
Et ces chasseurs-cueilleurs, tout autour, qui ont l'air béatement heureux, ils l'emmerdent ! Comment ne pas se défouler sur eux? Comment refuser de leur montrer ce qu'est la vraie vie en les embauchant comme esclave ou soldat ?
Sans oublier de leur piquer leurs terres.
C'est pourquoi la thérapie s'impose de toute urgence. Là on ne parle plus d'un simple péché originel qui habite son âme, c'est carrément une forêt de péchés originels qu'il va falloir défriché.

Vite un psy, et même deux !

*

Afin de garder un petit coin d'optimisme sur le sombre horizon qui se profile, il est possible que la réaction se fasse par le bas. Que chacun entreprenne, face aux dégradations économiques et environnementales prévisibles, une thérapie personnelle et modifie sa façon de considérer et de mener son existence.
Bien moins de consommation, davantage de frugalité, de la considération pour les non humains et la nature sauvage, plus de convivialité, d'entreprises collectives basées sur la coopération, … et une contagion rapide par les réseaux sociaux.
De quoi déstabiliser le système et même le faire chavirer.
Soyons fous !

François Chatel

Voies de sortie ?

Dans *Le Nez dans l'assiette*, ci-dessus, Guy Gourévitch pose ainsi le problème : *les analyses sont complètes, les diagnostics indiscutables, les objectifs unanimes*… avant de conclure : reste à trouver comment faire.
En effet, même si l'alternative n'est pas souvent pensée par tous ceux qui n'osent imaginer ni la séparation entre emploi et revenu, ni la monnaie non circulante qui sont à la base de ce que nous défendons en décrivant la démocratie économique d'une économie distributive, il n'empêche que l'objectif unanime est bel et bien la sortie du capitalisme.

*

Diverses voies de cette sortie sont actuellement envisagées.
Pour certains, il suffirait de développer au maximum le principe de la cotisation sociale, qui assurerait ainsi les salaires. Cette bonne idée est défendue par Bernard Friot et nous l'avons exposée et longuement analysée dans ces colonnes.
Ce serait évidemment une façon de mettre fin à bien des abus du système capitaliste… et c'est pourquoi la politique actuelle va exactement dans le sens opposé.

Un autre souhait est présenté comme "porte de sortie". Je cite cette annonce parue le 1er octobre : l'Observatoire International de la Gratuité (OIG) vient de lancer «*une mobilisation continue pour mettre la question de la gratuité du service public au cœur des prochaines élections municipales et de la reconstruction d'un projet global d'émancipation.*
Cette mobilisation se fait en trois temps forts : la publication début septembre du livre-manifeste "Gratuité vs Capitalisme", signé par Paul Ariès au nom de l'OIG (éditions Larousse), le lancement d'un appel national le 1er octobre et l'organisation d'un forum national le samedi 5 janvier 2019 à Lyon» et le mensuel *Le Monde Diplomatique* consacre une grande page à soutenir cette mobilisation.
On ne peut, en effet, qu'approuver les auteurs de cette tribune quand ils affirment : «*il est temps de faire place à une nouvelle civilisation, celle de la gratuité économiquement, socialement, écologiquement et politiquement construite*», car c'est bien ce que nous défendons en affirmant, plus simplement :

ne doit être comptabilisé
que ce qui doit être économisé.

Ces auteurs ajoutent: «*Nous, toutes et tous, amoureux et amoureuses de la gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, des transports en commun urbains et des TER, de la restauration scolaire, des services culturels et funéraires, etc., nous clamons que l'heure est venue d'en finir avec une gratuité d'accompagnement du système, la gratuité pour les seuls naufragés, une gratuité qui ne va jamais sans condescendance ni flicage, pour passer à une véritable gratuité d'émancipation qui commence non seulement à démarchandiser, à démonétariser, mais aussi à sortir d'une conception individualiste des besoins. La gratuité est un chemin qui conduit à une société des usagers davantage maîtres de leurs usages. Nous voulons la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et pour remplir sa piscine privée ? Ce qui vaut pour l'eau vaut aussi pour l'ensemble des communs. Nous voulons que la gratuité soit la condition pour repenser le contenu social, écologique, démocratique du service public dans le but d'en finir avec le capitalisme et son monde. Au moment où les débats fleurissent à propos des*

prochaines élections municipales, nous vous invitons à faire de la défense et de la promotion de la sphère de la gratuité un enjeu essentiel des prochains scrutins, nous appelons toutes les personnes de bonne volonté à partager les fruits des mille et une formes de gratuité et à coopérer pour faire pousser cette belle idée».

Bien d'accord… mais c'est justement parce qu'une telle gratuité va à l'encontre de l'idéologie capitaliste que l'idée aura bien du mal à passer dans les prochains scrutins !

Une autre affirmation a le vent en poupe : le seul problème à surmonter pour résoudre tous les autres serait celui de la démographie qui est devenue galopante.

Là, l'erreur est manifeste. La démographie n'est pas la cause.

Renaud Duterme (du CADTM, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, souvent cité dans dans *La Grande Relève*) l'explique très clairement : «*La question démographique est loin d'être le problème fondamental. Plus que le nombre, c'est davantage le mode de production et de consommation historiquement encouragé par les pays industrialisés qui pose problème.*

Un seul chiffre révélateur concernant le réchauffement climatique, ***on estime que les 500 millions de personnes les plus aisées sont responsables d'environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre****.*

On peut ainsi réduire drastiquement la population, les crises écologiques et climatiques ne seraient pas résolues pour autant.

C'est d'autant plus vrai que les pays n'ayant pas terminé leur transition démographique sont précisément ceux dont les populations émettent le moins de CO_2 et ont le mode de vie le plus "soutenable", en termes purement quantitatifs. À l'inverse, les pays qui ont la plus forte empreinte écologique ont pour la plupart une population qui se stabilise, voire décroît, et ce sans aucune mesure coercitive.

Car au regard de l'évolution démographique des différentes régions du monde, on constate que les facteurs expliquant une forte natalité sont très souvent liés à des conditions socio-économiques précaires, notamment liées à une absence de sécurité sociale, des revenus familiaux insuffisants et une forte mortalité infantile.

Ainsi, l'histoire des pays qui ont terminé leur transition démographique montre que la population a tendance à se stabiliser une fois ***que des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale sont établis****.*

…Celles et ceux qui insistent sur le problème démographique ont le plus souvent accès à ces mécanismes de protection, ce qui leur permet précisément d'envisager l'avenir avec sérénité et, qui plus est, ont une empreinte écologique bien plus problématique que celle des populations qu'ils pointent. Les personnes tant préoccupées par cette question auraient ainsi tout intérêt à lutter contre les politiques génératrices d'inégalités mises en œuvre depuis les années 80 dans le cadre de ce qu'on nomme l'idéologie néolibérale.

Plus généralement, placer la question de la démographie au centre du débat revient surtout à occulter d'autres facteurs, qui pourtant sont primordiaux, tels que la question du mode de production.

Ainsi, pointer l'accroissement démographique revient souvent, volontairement ou non, à dédouaner de ses responsabilités ***une logique économique exclusivement orientée vers le profit et le productivisme, véritable cause des catastrophes qui se profilent****.*

Enfin, considérer le problème comme résultant principalement de facteurs quantitatifs conduit à une vision des choses mettant l'ensemble de l'humanité devant les mêmes responsabilités et faisant fi des relations d'exploitation au sein de cette humanité, relations pourtant cruciales si l'on veut comprendre comment nous en sommes arrivés là.

En définitive, le dilemme est le suivant : soit on considère la démographie comme la priorité et par là on admet être partisan d'une solution coercitive comme celle pratiquée par les autorités chinoises ; soit on arrête de mettre cette question à l'avant plan et on se concentre sur d'autres revendications comme la réduction des inégalités, une meilleures redistribution des richesses, la défense de politiques sociales et économiques inclusives et la sortie du modèle productiviste, revendications qui auront précisément pour résultat indirect une stabilisation de la population.»

Nous ne sommes plus seuls à pousser l'analyse jusque là !

Marie-Louise DUBOIN

C'est un vaste et délicat sujet que Bernard Weill aborde ici : sommes-nous parfaitement libre de décider de nos actes et même de nos opinions ? En d'autres termes : en avons-nous le "libre arbitre" ?

La responsabilité et le libre arbitre

Le propos de ce petit texte va à l'encontre des opinions dominantes du monde, de tout temps et semble t-il sur l'ensemble de la planète. Néanmoins il ne remet pas en cause l'histoire de la pensée, en inversant des valeurs acceptées par une majorité et en particulier les concepts d'intérêt général et de morale. Une telle outrecuidance serait totalement décalée avec le contenu du propos qui s'appuiera sur l'histoire de la pensée, celle de notre planète et le ressenti de chacun d'entre nous.

En effet la notion de libre arbitre est quelque chose que chacun ressent comme une évidence, et le manque de liberté vient des autres, et jamais de soi-même.
On a coutume d'exprimer cela par la liberté interne et la liberté externe.
Nous «*possédons*» la liberté interne (le libre arbitre) car elle ne dépend que de nous et nous en sommes maître (enfin c'est ce dont nous avons la conviction profonde, conviction qui a traversé les siècles, les territoires et les cultures !!). Par contre il est clair que les contraintes de différentes natures jusqu'à l'emprisonnement physique, nous empêchent d'agir comme nous le voudrions, de penser comme nous le souhaitons ou de croire ce que nous voulons (problématique de la religion et de la croyance). Il apparait que les contraintes externes (liberté externe) sont indiscutablement des limites à notre liberté dont une partie importante sont constituées de contraintes politiques, institutionnelles, sociales et économiques. Mais la liberté (de l'état de nature de John Locke) n'est-elle pas naturellement limitée par celle des autres, ou d'une façon plus globale par l'intérêt général dans tous les domaines de la vie sociale et politique ?
Peut-être d'autres systèmes politiques pourraient-ils être en meilleure cohérence avec notre liberté individuelle, mais en toute honnêteté les contraintes ne pourraient pas disparaître totalement.
D'autre part, la prise en compte de l'intérêt général, qui relativise notre liberté, nous apporte sécurité et tous les avantages d'une vie sociale et d'échange dont la nature humaine a besoin.

Mais là n'est pas le propos de ce texte qui va se focaliser sur la «*liberté interne*» qui est le sujet du libre arbitre, dont la définition est «***faire ce que je veux et que cela ne dépende que de moi***» — je ne prends dans cette phrase que le volet interne de la liberté, bien entendu, la partie externe ne concerne pas le libre arbitre mais la liberté.

*

Le libre arbitre est une notion individuelle mais de nombreux auteurs l'ont élargie au collectif et au social. Une société peut-elle vouloir un type de développement dont elle décidera elle-même ?
On voit sur ce point le lien entre la liberté et la volonté, sans bien maîtriser les liens entre les deux.
Pour développer ce point, on doit se poser la question de ce qu'est la volonté de vouloir ; Schopenhauer, au 18ième siècle, a exposé ce point, beaucoup veulent agir dans un certain sens mais pour agir il faut vouloir vouloir.

Revenons à l'aspect essentiel et aux affirmations faites à partir de la définition du libre arbitre : «*je veux faire ce que je veux sans aucune influence externe*».
Comment puis-je être sûr que ce que je fais ne dépend que de moi et comment puis-je définir ce concept ? En d'autres termes, cela implique que je dois préciser le contenu d'une chose qui

n'est que ma volonté. Ce qui est certain, c'est que l'impression de chacun est qu'il a fait le choix lui-même, mais impression de liberté signifie-t-il liberté réelle ?

Sur ce point la séparation de deux tendances est apparue au 17ème siècle entre Descartes et Spinoza.
À cette époque de révolution scientifique, les deux philosophes ont des approches très différentes sur les rapports entre l'âme (l'esprit) et le corps.
Descartes, le dualiste, estime que les corps obéissent aux lois scientifiques de la causalité (toute cause produit un effet et tout effet est lié à une cause), alors que l'esprit peut s'y soustraire ; en d'autres termes l'esprit peut rompre l'enchaînement des causalités par la liberté de disposer de ses choix (la pierre n'a pas le choix de ne pas tomber, l'esprit peut dire non de façon totalement libre).
A contrario, Spinoza estime que l'ensemble de ce monde ne peut s'extraire de la causalité et du déterminisme, qu'il s'agisse du corps ou de l'esprit. Cette position a fait dire à Spinoza que la sensation de liberté de chacun dans ses choix est une illusion car ces choix sont inscrits dans le déterminisme de la nature.
Donc pour Spinoza le libre arbitre est une illusion et ne peut être une réalité.

Face à ces deux positions extrêmes, plusieurs difficultés apparaissent.
La principale est celle de la responsabilité individuelle ou collective des conséquences d'une action, au sens large (évolution - transformation).
Pour Descartes, porteur du «*libre arbitre*», une action est à assumer par celui, ou celle, ou le groupe, qui l'a effectuée, et la question est close.
Pour Spinoza, c'est la conséquence qu'il faut assumer et non la responsabilité. Elle est la cause d'un ensemble de phénomènes préalables, déterminé dans la chaîne de causalité. L'effet peut être positif ou négatif. Dans le deuxième cas la société doit agir dans un cadre juridique à organiser, mais l'existence du libre arbitre n'apparait pas pour autant brutalement.

Cette réflexion ouvre un regard particulier sur l'évolution des êtres et les raisons pour lesquelles ils sont ce qu'ils sont. Les causes de leurs choix, de leurs idées politiques, de leurs croyances et religions, de leurs pratiques sportives, de leurs tendances philosophiques, de leurs capacités intellectuelles, etc… sont encadrées par leurs spécificités d'être dans des thèmes et des domaines très variés et relève pour partie de l'inné et pour partie de l'acquis.
Bourdieu explique très bien ce que l'on pourrait positionner en amont de la construction personnelle de chacun à travers son milieu social, son contexte culturel, ses traditions familiales etc…, éléments structurants et décisifs de l'élaboration des choix et de cette construction (in «*Les héritiers*» et «*La distinction*»).
La conséquence est l'humilité et l'ouverture à respecter vis-à-vis des autres. Ces dernières n'ont rien de religieux ou ne sont pas liées à une croyance, mais exclusivement construites à partir de raisons politiques, sociales, économiques et culturelles.

Il est clair que l'histoire du monde a accepté dans un premier temps les positions et les inégalités sociales et humaines depuis l'Antiquité jusqu'à l'avènement du christianisme.
La rupture entre 0 et 400 après J-C a remis la responsabilité des choix entre les mains des hommes (Dieu ne peut être que bon !!) mais «*affirme*» leur égalité et le fait d'aimer son prochain comme lui-même.
Enfin, à partir du 17ème et du 18ème siècle, l'humanisme et les Lumières exposent ces deux positions philosophiques, existence ou illusion du libre arbitre qui vont se développer au 19ème et au 20ème siècle.
En effet, Marx d'abord, Nietzche et Freud enfin, seront des approbateurs du Spinozisme et de l'illusion du libre arbitre pour des raisons différentes :
•Marx par sa philosophie, qui affirme que c'est la position sociale et la situation dans le système de production des êtres qui déterminent les idées des hommes ;
•Nietzche par l'adoption d'une approche scientifique et déterministe (il regrette cependant que Spinoza donne trop d'importance à Dieu) très proche de Spinoza ;
•et enfin Freud, pour qui l'inconscient vient totalement déconstruire la philosophie du passé en apportant l'existence de l'inconscient et de son effet essentiel sur les comportements et les pathologies de chacun.

*

Avant de conclure, quelques remarques sur l'évolution et les porteurs de l'existence du libre arbitre :
Cette idée est née et concrétisée par Saint Augustin (354 – 430), elle est portée par la chrétienté jusqu'à aujourd'hui.
Les autres religions du Livre, la Judéité et l'Islam un peu différemment restent très convaincues du libre arbitre qui a été donné aux hommes par Dieu.
Cette idée, ou cette croyance, positionne un Dieu qui a fait le bien et le mal et qui laisse ● ● ●

l'homme faire son choix avec la certitude de la responsabilité unique de celui-ci.

Bien entendu cette position est totalement réfutée par les Spinozistes et non croyants de toutes tendances, favorables à l'idée de l'illusion du libre arbitre.

Cependant, de nombreux philosophes restent très attachés à l'idée de la liberté de l'homme.
• D'abord Kant dont je dirais, malgré la profonde admiration que j'ai pour ce philosophe qu'il «*a bâclé sa copie sur le positionnement de la liberté !!* ».
• Ensuite Bergson, qui exprime clairement son accord avec l'existence du libre arbitre,
• et enfin J-P Sartre est l'athée défenseur du libre arbitre : l'homme est condamné à la liberté, il se construit lui-même.

*

En guise de conclusion, tant sur le plan social et collectif qu'individuel, le déterminisme ne s'oppose pas de façon totale à la liberté.
En effet, c'est à l'intérieur du cadrage déterminé par un ensemble de causes que la liberté a une capacité d'évolution. La philosophie spinoziste l'exprime avec beaucoup d'optimisme et un vrai regard sur le bonheur et la béatitude.
On a entendu de nombreux politiques exprimer «*Yes , we can*» (B. Obama) ou «*si on veut, on peut*» (E Macron). Ce n'est sans doute pas aussi simple que ces affirmations, qui font totalement abstraction de la réalité des paramètres de la vie, qui entraînent l'inégalité des chances pour les écoliers, les collégiens, les lycéens et les étudiants, ou l'inégalité devant la recherche d'emplois, la santé , etc…

Bernard WEILL

Appréciant tout l'intérêt soulevé par ces réflexions, François Chatel se pose la question de leurs conséquences éventuelles dans la prise de décision au sein d'une véritable démocratie :

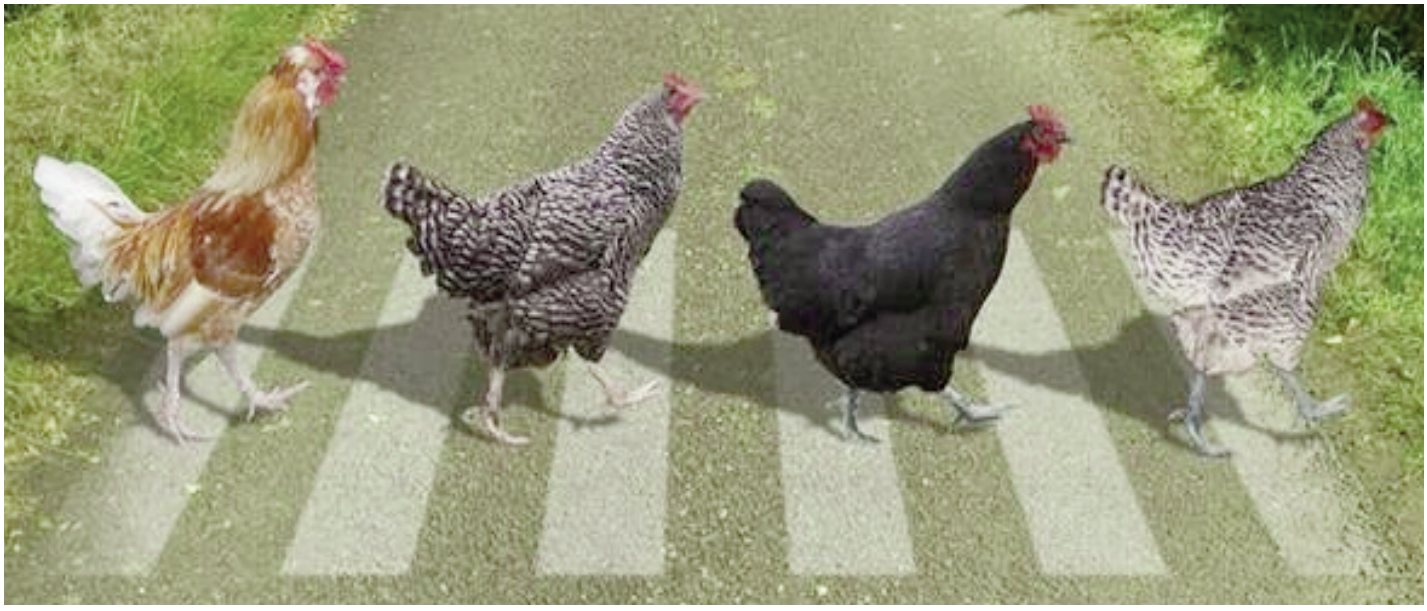
Libre arbitre ou pas, qu'importe ?

Le libre arbitre individuel serait donc un leurre, une tromperie causée par notre condition d'autonomie physique ?
À la vérité, chacun serait lié aux autres, dépendant, nourri, construit, par les informations qu'ils émettent. À l'instar de la nourriture qui, analysée et absorbée par les viscères, conditionne notre équilibre physique et notre santé, cette «*nourriture*» intellectuelle va participer à la constitution permanente des éléments essentiels à nos moyens de réflexion, va interférer avec les éléments déjà en place, travail intérieur qui va déterminer notre état de santé intellectuelle à court et long termes.
Comme disait Albert Jacquard, le moi n'existe pas, chacun devrait se considérer comme un «*nous*». Chacun, soumis aux informations présentes, va les analyser avec son vécu, son type d'éducation, ses affects, les pressions sociales, etc… et elles vont influencer complètement les expressions, les informations émises par celui-ci.
L'inconscient présent en chacun possède une puissance insoupçonnée pour peser sur le choix masqué des informations émises par la personne sous des formes diverses : paroles, actes, attitudes, etc…
Une décision individuelle sera donc complètement formatée et échappera totalement à son auteur.
Si la notion de *libre arbitre* est remise en question, ce n'est pas pour cela qu'il faille, comme dans le collectivisme extrême, nier l'individu puisque ses besoins, ses désirs, existent et se manifestent. En tant que reflet de son hérédité et du bain culturel dans lequel il est plongé, il est une réponse unique et particulière au sein d'une civilisation donnée.
Ainsi, chaque information exprimée par un individu, sous des formes diverses, paroles, actes, malaises, satisfactions, etc…, mérite l'attention puisqu'elle constitue le résultat d'une analyse en temps réel, une mise à l'épreuve des informations émises par le milieu social et extérieur à celui-ci.
Cette attention est relative à l'objectif poursuivi par la société. Il est certain qu'un régime totalitaire n'en a que faire, ou si peu.
Par contre, une démocratie, si elle se veut authentique, a besoin de tenir compte de toutes les réponses pour orienter ses objectifs vers la majorité d'êtres satisfaits, puisqu'elle est construite sur cette base.
Cette irresponsabilité n'est pas opposée au rai-

sonnement et n'empêche pas l'individu de «*prendre*» une décision pour agir. Elle sera conditionnée, mais qu'importe pour l'individu si le ressenti et les conséquences de cette décision le satisfont.
Libre arbitre ou non, l'important demeure le niveau de bien-être et de gratification de chacun, plongé dans un milieu qui œuvre à la garantie de cette réciprocité d'accord.
Pour une société, ces actes, ces ressentis individuels, représentent une source importante d'informations, donc un moyen de contrôler l'écart existant entre son objectif et la situation concrète. Tel un système de régulation, la boucle de rétroaction indique l'écart à corriger pour obtenir l'objectif désiré.
Cet objectif peut correspondre à une décision démocratique ou totalitaire, selon le système politique en vigueur.
L'individu ne pensant qu'avec les informations qu'il reçoit et qu'il mémorise, soit sous forme consciente ou inconsciente, l'absence de libre arbitre permet d'identifier ses actes comme un reflet particulier d'un résultat attendu.
Faisons une analogie avec la physique quantique. Considérons chaque individu comme une particule pour laquelle la position ne peut être mesurée que de manière statistique lorsque celle-ci subit un flux d'informations déterminées (impulsion, champ magnétique, accélération, …) ; c'est-à-dire que chaque particule poursuit microscopiquement une trajectoire aléatoire. Pourtant toutes les trajectoires des particules considérées seront comprises macroscopiquement dans un champ préférentiel pour lequel une loi physique est applicable. Ainsi une société qui suit un objectif et impulse des informations en ce sens, ne pourra pas connaître de réponse et un comportement idéalisé pour chaque individu, mais constatera un champ de réactions qui le rapprochera ou non de son objectif initial.

Exemple : l'absence de libre arbitre indiquerait que la délinquance sous toutes ses formes, ne serait que les résultats d'une impulsion initiale émise par la société qui se traduirait, selon les moyens physiques et intellectuels de chaque individu, par un comportement différent (ou trajectoire), donc déviant par rapport à une norme établie. Ces déviances représentent des informations essentielles pour une véritable démocratie afin qu'elle puisse corriger les mesures prises dans une recherche d'équilibre social satisfaisant compris dans un objectif global de bien-être (ou *Buen Vivir* selon les autochtones d'Équateur… comme quoi ces peuples ancestraux possèdent des richesses non matérielles dont nous ferions bien, occidentaux et autres, de nous inspirer !)
Si l'on considère la globalité des réponses à une influence, une sollicitation particulière, un évènement, etc…quels enseignements la tendance des réponses va-t-elle apporter ?
•Un régime totalitaire, dont l'objectif est le bonheur d'un seul individu ou d'une caste, sera tout de même obligé de prendre en compte les informations émises par le peuple, dont la satisfaction ou la rébellion, l'état de santé général, dépendent des contraintes et brimades imposées, donc sa motivation et son efficacité au travail, etc…
• Il en est de même pour une vraie démocratie, mais l'attention est décuplée puisque l'objectif primordial reste la recherche maximalisée du bonheur social, qui sera la résultante des comportements et des informations produis par chacun. La démocratie, dans ce cas, revient à une recherche permanente d'un équilibre favorable, d'un compromis satisfaisant permettant la meilleure satisfaction de chaque élément et de l'ensemble.

• • •



De quelles natures seront les informations émises par la société ? Obligations, mots d'ordre, chantages, tentatives de tromperies par des informations fausses ou déformées, e par de la rétention de ces informations ? Certes, de telles solutions sont généralement adoptées par un régime totalitaire. Par contre, pour chaque individu, la satisfaction, la gratification, le sentiment d'appartenance, l'estime, permettent une participation et une coopération bien plus satisfaisantes que par la contrainte, d'où efficacité et créativité meilleures.
Un régime politico-économique tendant vers l'idéal ne peut qu'en tenir compte.

Une société peut instituer des devoirs qui ne seront suivis qu'à la condition de générer un rapport de confiance, de la même manière que des éducateurs avec leurs élèves.
Les obligations ou les chantages, tels que le paiement d'un salaire pour vivre en contrepartie d'un travail, ne représentent que des solutions propres à un régime totalitaire demeurant, en terme d'efficacité, bien en deçà des résultats apportés par une coopération largement consentie.
C'est pourquoi la proposition de Raphaël Glucksman d'un revenu universel versé ***en contrepartie*** d'un service civique obligatoire me paraît anti-démocratique et mal venue dans une alternative après la chute du capitalisme.
Une vraie démocratie doit savoir prendre le risque de suggérer, au lieu d'ordonner. Les individus ont des besoins autres que matériels et même si ceux-ci sont assurés par un revenu universel, les besoins d'appartenance, de reconnaissance, d'estime, de développement personnel, amènent les individus à coopérer pourvu que la société émette les informations adéquates, capables de créer ce climat de confiance réciproque.
Les résultats obtenus se trouvent alors largement décuplés, comme l'ont prouvé les expériences tentées et réussies de coopération.

Chère à Henri Laborit, une analogie avec le corps humain conduit à constater l'interférence, le dialogue entre tous les organes dans la recherche d'un équilibre correct. Le malaise exprimé par un seul de ces organes va générer une perturbation pour l'ensemble, déstabilisant l'équilibre et se traduisant par des informations demandant la correction nécessaire au rétablissement de l'équilibre.
Que ce soit le corps d'un individu ou un corps social (groupe, société, etc…), il fonctionne en boucle. Il analyse les influences (nourriture, évènements, sollicitations diverses) captées par nos sens, les «*digère*» grâce aux organes appropriés, absorbe celles qui sont utiles, rejette ce qu'il considère comme des déchets (les erreurs sont possibles) puis, phase importante, il contrôle la situation résultante, la santé de l'ensemble, afin d'émettre ou non les corrections à entreprendre pour maintenir l'équilibre souhaité.
La démocratie directe, fonctionnant comme un corps humain, aidée par des moyens d'analyse et de contrôle les plus réactifs possibles, sans pour cela risquer de déstabiliser le système (il faut que le temps de réponse de chaque organe soit suffisant pour éviter de perturber cette réponse), serait donc le système adéquat à la recherche et au maintien d'un équilibre social satisfaisant.
L'objectif de *La Grande Relève,* reprenant les thèses de l'économie distributive de Jacques Duboin, est d'arriver à cette société équilibrée, satisfaisante pour la grande majorité des individus, en accord avec les conditions sociales et environnementales sans cesse en évolution.

François CHATEL

souscription permanente

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

A. Rodier 7 – A. Stourm 2 – J.-P. Degano 17 – R. Poquet 27. Total 53 euros ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Merci aux abonnés qui, pour nous éviter des frais de rappel, observent la date d'échéance de leur abonnement : elle est indiquée sur l'étiquette de l'enveloppe sous laquelle ils reçoivent leur journal.

Plusieurs articles publiés dans nos précédents numéros ont eu le mérite de susciter de nombreuses réflexions. L'un des objectifs de La Grande Relève étant précisément de faire réfléchir, nous n'hésitons pas à publier ces dernières.
Par exemple, Michel Berger a eu le sentiment que le rôle des chercheurs scientifiques était déprécié, voire injustement accusé de bien des torts, alors il revient ici sur ce sujet et précise sa pensée :

La science est souvent considérée dans le grand public comme une activité élitiste peu ouverte sur le monde. Les savants seraient des irresponsables à surveiller de près en raison des graves dangers qu'ils font courir à l'humanité ; et la science ne s'intéresserait qu'à l'aspect superficiel, mécanique, quantifiable, reproductible de la réalité.
Cette appréciation de la démarche scientifique est bien péjorative. La science trouve parfois des réponses, mais elle suscite surtout des questions, et les savants sont très attentifs aux illusions dans lesquelles s'égare souvent le grand public. Cette exigence dans la compréhension du monde est ressentie par certains comme une incapacité à percevoir celle des sentiments, de l'émotion, de l'irrationalité. Mais pourquoi refuser aux savants et en particulier aux mathématiciens, toute sensibilité ? Einstein était violoniste et, à l'inverse, Bach savait compter, car écrire des fugues à sept voix suppose la maîtrise des nombres. Le clavecin bien tempéré, l'art de la fugue, les sonates et partitas pour violon seul sont des merveilles à la fois de compositions musicales savantes et d'émotions intemporelles. À l'origine, les grandes architectures étaient l'apanage des géomètres, et la connaissance des rapports de proportions ou du nombre d'or est à la fois d'ordre arithmétique et de celui de la perception sensible, du domaine de l'art, de la philosophie et de la métaphysique.
À l'instar du "visiteur", le film de Satyajit Ray, je suis hostile à tout ce qui divise les hommes. Dans ce film il était question des religions, mais cette hostilité vaut aussi pour toutes les activités humaines.
Alors pourquoi reléguer la science dans une catégorie de la pensée qui serait imperméable au monde des émotions, de l'irréalité, du non quantifiable ?
L'arithmétique elle-même n'est pas affaire de comptable quand elle pose la question du zéro et de l'infini: du rien et du tout. Celle aussi de la continuité des nombres, des relatifs, des rationnels, des irrationnels, des imaginaires. C'est tout un monde qui ne peut être qualifié de superficiel si on accepte de se plonger dans ses profondeurs.
Dire que les sciences ne s'intéressent qu'au quantifiable n'a jamais été vrai, d'abord parce que la science est multiple et que même les mathématiques débordent allègrement du monde des chiffres. Je me réfère volontiers à un ouvrage déjà ancien d'un mathématicien, Douglas Hofstadter, dont le titre *Gödel Escher Bach* exprime bien les parentés qu'il a recherchées entre un mathématicien, un illustrateur et un musicien.
Je ne m'étendrai pas sur Gödel dont les démonstrations dépassent de très loin mes compétences. Démonstrations qui portent, non pas sur des nombres, mais sur des objets mathématiques dont il faut définir avec précision la nature. On y trouve de multiples parallèles entre la spiritualité, les arts, la philosophie et les sciences.
L'énoncé même du théorème de Gödel, le "Théorème d'incomplétude" à partir duquel il a prouvé que toute théorie mathématique comporte au moins un énoncé indémontrable (je simplifie une pensée beaucoup plus complexe), prouve bien que les mathématiciens sont les premiers à savoir que leur science est relative, incomplète et incertaine.

*

Cette aversion à l'égard de la science pose une question d'essence politique.
Par nature, la science est élitiste car les connaissances qu'elle exige supposent un temps d'apprentissage inaccessible à beaucoup. Or toute division entre communautés, fondée sur des critères élitistes, est antidémocratique. D'où la contestation de la science comme étrangère à la réalité, superficielle, prétentieuse et insuffisante puisque toute explication scientifique du monde semble l'apanage des seuls chercheurs.
L'exactitude d'un énoncé scientifique est étrangère à toute décision majoritaire. On n'imagine pas un référendum populaire pour décider si la lumière est de nature vibratoire ou corpusculaire !

Si la culture scientifique, fondée sur l'incertitude, est a priori peu démocratique, n'est-elle pas aussi l'atout le plus sûr pour lutter contre les fausses certitudes de l'intégrisme religieux,

du communautarisme, du fanatisme ? Obligée de se remettre en cause en permanence, la science ne tolère pas les explications du monde qui rassurent et justifient n'importe quel comportement.

C'est pourquoi je pense qu'elle doit être enseignée dans les cursus scolaires avec opiniâtreté, même si elle paraît difficile d'accès et peu compatible avec nos modes de vie.

Tant que les médias s'attacheront à rendre nos cerveaux disponibles pour la publicité, à exalter la consommation ou la diffusion d'idées simplistes, l'effort d'assimilation des concepts scientifiques sera difficile à proposer. Mais c'est à mes yeux le barrage le plus sûr contre les déviations funestes qui sont en train d'envahir beaucoup de pays dans le monde.

Les chercheurs n'ont jamais été, à de rares exceptions près, les soutiens des dictatures. Ils en furent même souvent les premières victimes. Alors ne les accablons pas, ils sont nos plus sérieux garants contre tous les extrémismes.

Michel BERGER

Un autre sujet a déjà fait débat, celui de la grève des cheminots.
Il faut remonter à notre numéro de juin dans lequel "Dédé" expliquait son parti pris pour les grévistes. Un lecteur de Châlons en Champagne lui répliqua en dénonçant le mauvais fonctionnement de la SNCF et le fait que la grève empêche toute réflexion sur des modes alternatifs d'action, alors que la survie de cette entreprise est en jeu. Alors G.E., de Rueil, prit la défense de la CGT des cheminots en signalant le remarquable dossier qu'elle a établi et qui fait à fond le tour du sujet.
Notre lecteur de Châlons en Champagne, C.R., n'est pas convaincu et tient à revenir sur la question :

Je désirerais apporter une précision.
Personnellement, en tant qu'ancien employé de l'Education Nationale (Professeur à l'IUFM de Reims), je ne peux qu'être pour la défense des services publics, quels qu'ils soient (ils sont et vont être fortement malmenés par le gouvernement actuel)…
J'ai pleinement conscience que lutter pour le développement du train en France ne devrait souffrir d'aucune contestation, ce qui n'est pas le cas de nos instances dirigeantes pour qui ce mode de transport, face à la route, est archaïque...
Ce rappel étant effectué, je persiste à penser que la «destruction» du rail en France a différentes origines majeures. Quitte à me répéter :

1) Des origines extérieures, c'est l'évidence : le néolibéralisme a pour objectif de réduire à néant le bien commun pour ne favoriser que l'entreprise privée… Donc, la SNCF doit disparaître et d'abord son statut de service public, ceci pour passer à la concurrence, avec toutes les conséquences que nous connaissons (dans les années 70, l'Angleterre et sa privatisation forcenée en est un triste exemple).
Remarquons que la privatisation de l'entreprise historique est déjà en marche, par l'intermédiaire de ses filiales (Geodis, Keolis, Ouibus, le covoiturage, Ouicar, VFLI, etc..) qui parfois n'ont rien à voir avec le ferroviaire (voir le dossier signalé par le lecteur), à tel point que l'on peut se demander si faire rouler des trains n'est plus, pour la SNCF, qu'une activité annexe !...

Il est non moins évident que cette «*descente aux enfers*» impacte tous les services (par exemple, l'hôpital en France se dégrade à grande vitesse) et tous les pays (les pays anglo-saxons faisant figure de pionniers en la matière)…
2) Mais également des origines internes et spécifiquement françaises car, concernant le rail, la «descente» ne se fait pas à la même vitesse dans tous les pays, dans le monde (en Suisse) et en Europe (en Allemagne).
Or, nombreux sont ceux qui osent affirmer que le fonctionnement de la SNCF pourrait être grandement amélioré (UFC que Choisir, la FNAUT, des associations locales, les chargeurs, les usagers, etc.)
Je ne fais que les mettre en évidence, tout en sachant que dans le cadre des luttes sociales, cette critique soit mal ressentie (pour être tout à fait objectif, il faut préciser que la CGT fait des propositions remarquables, j'ai pu le constater, le 6 septembre 2018 pendant la foire exposition de Châlons en Champagne, lors d'une

conférence-débat, mais également par l'intermédiaire du dossier que le lecteur indique)…

À lire la réponse du lecteur, il semble que seules des luttes sociales puissantes seraient susceptibles de freiner, voire de contrer, la dérégulation voulue par les marchés…

Force est de constater que la victoire totale du néolibéralisme, dans le monde et dans notre pays (certes plus lentement, mais d'une manière particulièrement hypocrite), semble être pour demain et, de plus avec le consentement, en ce qui concerne le train, de la population…

En conséquence, je suis en droit de me poser quelques questions :

• La « gauche» et son système de pensée a-t-elle pu endiguer la déferlante ? (la réponse est négative et je pense même qu'elle la favorisée).

• Les formes de lutte mises en œuvre, à la SNCF (l'arrêt des trains) mais également ailleurs, par certaines organisations syndicales sont-elles les plus efficaces ? (Rien n'est moins certain : EDF a bien été privatisée, les autoroutes l'ont été, les aéroports de Paris vont l'être, l'hôpital suivra, etc…).

• 40% du réchauffement climatique sont occasionnés par les transports, les catastrophes qui lui sont dues s'intensifient... Comment obliger nos hommes politiques (qui sont au service du marché, des entreprises automobiles et des banques) à faire en sorte que la route ne doit plus être une priorité ? (l'arrivée de la voiture électrique et autonome ne fait qu'augmenter le déni)… Le temps nous est compté !!

• Donc, **comment mener une réflexion afin de construire des modes d'action innovantes**, la *GR* y participant d'une manière fondamentale (à noter que certains syndicats, sans pouvoir aller jusqu'au bout de la réflexion, se posent la même question !).

C'est ce que j'ai voulu exprimer…

C.R.
Châlons en Champagne

La Poste nous a aimablement prévenus d'une prochaine et forte hausse de ses tarifs… qui va probablement nous obliger à augmenter le prix de l'abonnement au premier janvier prochain…

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
LA GRANDE RELÈVE
et envoyé
88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :
M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

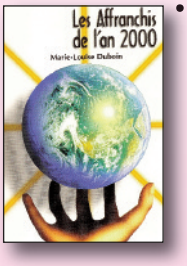
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13€).

• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (1 euro)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement le lundi entre 15 et 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)